

Central Planning, par JAN TINBERGEN. Un vol., 5¼ po.x 7¾,
relié, 150 pages. — NEW HAVEN AND LONDON YALE
UNIVERSITY PRESS, 1964. (\$5.00)

Claude Simard

Volume 41, Number 2, July–September 1965

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1004189ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1004189ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Simard, C. (1965). Review of [*Central Planning*, par JAN TINBERGEN. Un vol., 5¼ po.x 7¾, relié, 150 pages. — NEW HAVEN AND LONDON YALE UNIVERSITY PRESS, 1964. (\$5.00)]. *L'Actualité économique*, 41(2), 333–335.
<https://doi.org/10.7202/1004189ar>

LES LIVRES

Ceci s'explique par une éthique rigoureuse à laquelle s'oppose, depuis la fin de la guerre mondiale, un fort courant de modernisme occidental (effet d'imitation). « Il y a deux Japon. L'un épargne, l'autre dépense. Non seulement ces deux mondes coexistent, mais ils se confondent dans la lutte entre traditionalisme et effet d'imitation. »

Quant aux banques, elles jouent maintenant un rôle important. D'abord, elles drainent le capital privé : sous la forme de coopératives de crédit avant la révolution Meiji de 1868, par le truchement des banques commerciales et des banques d'épargne privées après la révolution. Il convient de ne pas négliger non plus le rôle de l'épargne postale placée par les soins de la Caisse des Dépôts du ministère des Finances. Puis, les banques financent les investissements privés. Les principales banques ont des liens très étroits avec les grandes unités de production (Zaibatsu). Ces trusts ne sont plus, comme avant la guerre, contrôlés et dirigés par des familles mais par les banques elles-mêmes. C'est d'ailleurs, semble-t-il, le principal résultat de la politique de décartellisation menée par les occupants américains en 1946. L'autofinancement a joué un rôle considérable avant la guerre ; depuis 1945, son importance a été très atténuée et ceci pourrait bien s'appliquer par les liens étroits qui existent entre les banques et les entreprises.

Le Japon est une économie dualiste. À côté d'un Japon traditionnel de petites unités sous-mécanisées, il existe un Japon moderne de grandes entreprises mécanisées dans les activités à forte intensité du capital. Plusieurs explications de ce phénomène ont été présentées. Selon l'auteur, on la trouve dans la confrontation du travail et du capital. Le facteur travail est excessif et la survie du secteur traditionnel s'expliquerait par la pression qu'exerce cette population excessive. En revanche, le capital, facteur rare, se serait concentré dans le Japon moderne. Les causes de cette concentration sont multiples.

L'ouvrage de M. Cukierman est extrêmement intéressant. D'abord, il porte sur l'un des rares cas de « croissance close ». Ensuite, il traite d'une économie qui est à la fois développée et sous-développée et l'auteur fait bien ressortir les problèmes inhérents à cette structure dualiste. Enfin, en traitant un sujet comme celui-là, l'auteur a dû faire appel parfois à l'analyse sociologique, car les mœurs orientales ont exercé une influence primordiale au cours de certaines phases du développement, et même très récemment dans la reconstruction des cartels. De nombreux enseignements se dégagent de l'ouvrage notamment en ce qui concerne les dangers que comportent les innovations introduites de l'extérieur. Le lecteur y trouve indiscutablement de quoi s'enrichir.

Bernard Bonin

Central Planning, par JAN TINBERGEN. Un vol., 5¼ po. x 7¾, relié, 150 pages. — NEW HAVEN AND LONDON YALE UNIVERSITY PRESS, 1964. (\$5.00).

Nous retrouvons dans cet ouvrage les caractéristiques habituelles des écrits du professeur Tinbergen, c'est-à-dire, brièveté et clarté. Suivant sa bonne habitude il titre ses courtes sections, divise son exposé en le numérotant et présente

une table des matières détaillée ; ce qui permet au lecteur de se référer rapidement au volume.

Le sujet abordé est bien connu de l'auteur car il a travaillé de longues années à l'organisme central de planification de son pays. C'est d'ailleurs lui qui a mis au point le modèle macro-économique initial qui sert toujours à établir les plans à court terme de la Hollande tout en étant cependant adapté chaque année aux changements de structure propres à l'évolution normale de tout pays. C'est en quelque sorte son expérience qu'il expose dans « *Central Planning* », en essayant de généraliser là où c'est possible.

Le titre mérite certaines explications. En effet une traduction française littérale pourrait nous mettre sur une fausse piste quant au contenu de ce livre. Si l'auteur qualifie la planification de centralisée c'est qu'il considère que l'ensemble des institutions qui caractérisent une économie de libre marché sont incapables de réaliser l'objectif de *welfare* poursuivi par toute politique économique. Le professeur pose ainsi le problème :

« Le marché de libre concurrence constitué d'entreprises libres présente le cas typique d'une décentralisation totale des décisions de production. Ce régime n'est compatible à l'obtention de situations maxima que si les lois de la production sont soumises à des rendements constants ou décroissants, et qu'il n'y a pas « d'effets externes ». Mais il existe d'autres activités où ces lois de la production ne s'appliquent pas et où une décentralisation complète ne saurait être maintenue. C'est le cas des activités soumises à des « effets externes » ou encore celles qui présentent des rendements croissants. » (Traduction) (p. 85).

D'où la nécessité de greffer au système un autre groupe d'institutions pour organiser ces activités. La planification se révèle le moyen le plus efficace d'orientation de ces activités. Il n'est donc pas du tout question de planification intégrale de type soviétique où toute décision de production est centralisée. Il s'agit plutôt d'un régime économique où coexistent deux secteurs, l'un privé et l'autre public ; ce qui ressemble au régime « d'économie concertée » imaginé par les économistes français.

Si aucune équivoque n'est possible quant au type de planification analysée, on ne peut cependant trouver de distinction entre les méthodes de planification applicables à un pays sous-développé et celles qui conviendraient à une société industrialisée. Les méthodes d'élaboration et les moyens d'exécution d'un plan économique seront sûrement différents dans l'un et dans l'autre cas pour plusieurs raisons. D'abord des problèmes propres à chaque cas apportent une première différence. Ensuite la pauvreté des ressources en hommes compétents, du côté du secteur privé et public, et l'inexistence d'un appareil statistique et technique nécessaire, engendrent sûrement la nécessité d'une plus grande centralisation en pays sous-développés, centralisation incompatible avec les données sociologiques d'un milieu économiquement évolué.

L'auteur ne manque pas de souligner l'importance des convictions du milieu, et des relations humaines dans l'organisation et la procédure d'élaboration d'un

LES LIVRES

plan. En effet, le degré de démocratie que l'on désire respecter dans la mise au point d'un plan, influence la hiérarchie, le nombre et la fréquence des contacts avec les organismes extérieurs qui participeront à l'élaboration du plan. Cet élément est d'une grande importance et semble souvent négligé par ceux qui n'ont pas eu une expérience pratique de la planification. L'auteur en a eu un souci constant au cours de la description du processus de planification qui constitue la partie la plus intéressante de son ouvrage (chapitres 1 et 4).

Puisqu'il est un de ceux qui ont rendu possible le passage d'une programmation empirique à une programmation formalisée pour l'élaboration des plans (c'est-à-dire où les tâtonnements font place au recours à des modèles économétriques), il n'est pas surprenant de le voir insister sur ces techniques de planification. Il décrit brièvement la façon de procéder et fait mention des innovations les plus récentes en ce domaine, en Hollande, en Turquie et en République Arabe-Unie.

Aux chapitres 2 et 3 le professeur Tinbergen analyse les influences réciproques des conditions économiques générales et de la planification. Il détermine les avantages et les inconvénients de la planification et pose une question intéressante : « Que serait-il arrivé en l'absence de plan ? » Une réponse permettrait d'établir la valeur d'un plan, mais il est malheureusement très difficile de la formuler car l'inexistence d'un plan ne signifie pas absence de politique et on ne saurait présumer du caractère plus ou moins heureux d'une politique de tâtonnements. La situation particulière où se trouve chaque pays constitue le guide qui permet d'établir les besoins et les possibilités de planifier l'économie.

Nous retrouvons en annexe une enquête menée par l'Institut Économique Néerlandais et commentée par l'auteur à la fin de son premier chapitre. Comme le constate le professeur Tinbergen les mêmes mots ne désignent pas les mêmes réalités pour chaque pays questionné, sans doute en raison du fait que la planification est un sujet neuf et que l'homogénéité du vocabulaire n'est pas encore réalisée. Il est facile de s'en rendre compte en puisant dans la littérature émanant des gouvernements, des philosophes et techniciens de ces mêmes pays planificateurs et en comparant les renseignements recueillis avec ceux de l'enquête. Ce travail serait effectivement le meilleur moyen d'établir une théorie générale de la planification basée sur une comparaison internationale. Claude Simard

Metastatics and Macroeconomics, par WILLIAM-S. VICKREY. Un vol., 5½ po. x 8½, relié, 314 pages. — HARCOURT, BRACE & WORLD, INC., New York, Burlingame, 1964.

Mis à part une tentative plus ou moins fructueuse visant à élaborer un modèle qui ferait le pont entre la statique et la dynamique, ce volume n'apporte rien de nouveau dans les modes d'enseignement et de présentation de la théorie qu'il nous livre. Le manque de rigueur, la brièveté et assez souvent l'obscurité des exposés ne nous incite guère à recommander ce manuel à titre de complément à l'étudiant qui commence à suivre un cours de théorie économique ; les explica-